



Les orientations libérales poursuivent la dégradation de notre modèle social en s'attaquant à notre système de retraites.

La réforme des retraites présentée en juillet par Jean Paul Delevoye s'appliquerait à partir de 2025. Il s'agit de remplacer le système actuel, fonctionnant essentiellement par annuités, par un système dit universel fonctionnant par points.

Avec ce nouveau projet, c'est l'attaque du système par répartition, la remise en cause du principe de solidarité et beaucoup d'incertitudes notamment sur le montant des pensions.

Cela se traduirait par un nouveau recul de l'âge effectif de départ et des pensions en baisse.

L'intégration dans la base de calcul de la retraite de l'ensemble des rémunérations d'une carrière, dont les primes, pénaliserait particulièrement les enseignant·es du 1er degré. L'ensemble des fonctionnaires serait pénalisé en perdant la référence aux six derniers mois qui remettrait en cause le code des pensions et fragiliserait le statut.

Les femmes paieraient un lourd tribut du fait de carrières plus courtes, moins rémunérées et la perte de certains droits familiaux et/ou de réversion.

Pour le SNUipp-FSU avec la FSU, un autre projet est possible : il faut augmenter les salaires, revaloriser le niveau des pensions, éradiquer les inégalités femmes/hommes, garantir les droits familiaux et les pensions de réversion, prendre en compte les années d'étude et de stages ainsi que la pénibilité du travail et aménager les fins de carrière.

Les entreprises en France n'ont jamais versé autant de dividendes aux actionnaires. Ces revendications peuvent donc se concrétiser, **c'est un choix de société supposant une autre répartition des richesses.**

Du côté de la Fonction publique et des services publics, **la loi de transformation de la Fonction Publique a été publiée durant l'été mais ne clôt pas ce chantier.** Avec la restriction des compétences des instances paritaires cette loi remet en cause notre travail de représentants du personnel.

Les services publics continueront de pâtir du manque de moyens comme pour l'hôpital public aujourd'hui mobilisé avec des services d'urgence en grève sur l'ensemble du territoire depuis de longs mois mais aussi la RATP, les pompiers, les agent.es des impôts e du trésor... L'Éducation nationale n'est pas épargnée par cette problématique. **Les mobilisations diverses participent de la défense des services publics et des retraites, dont ce 24 septembre doit être pour nous une première étape, une première journée d'alerte, d'information et de mobilisation .**

La FSU et ses syndicats continueront pour la suite d'œuvrer pour un plan d'actions au long cours dans le cadre le plus unitaire possible.